

Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 4 JUIN 2018, à 19 heures 30

Présents : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames DUFAIX Marylène, HEMON Soizick, Adjointes – Mrs LABBE René, DUVAL Yvonnick, Adjoints – Mmes BREVAULT Chantal, LE SCORNET Sylvie, MALOIZEL Madeleine, MAZEAU Laurence, MENARD Patricia, PERRIGAULT Chantal, THOMAS Huguette, conseillères municipales, Mrs COURDENT Stéphane, GIZARD Rémy, de LA PORTBARRE Dominique (*arrivé en cours de séance*), LEMONNIER Philippe, LESNE Loïc, PLIHON Sébastien, SIGURET Jérôme, VUILLAUME Michel, Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Madame CASU Odile, adjointe, (*pouvoir à Mme Dufaix Marylène*) ; Monsieur BOULEUC Yves, adjoint, (*pouvoir à M. Duval Yvonnick*) ; Madame LEPAIGNEUL Virginie, conseillère municipale, (*pouvoir à M. Vuillaume Michel*) ; Madame VILLENEUVE Catherine, conseillère municipale (*pouvoir à Madame Hémon Soizick*) ; Monsieur de LA PORTBARRE Dominique, conseiller municipal, (*pouvoir à M. Bernard René*) ; Madame ENEL-REHEL Rozenn, conseillère municipale (*pouvoir à Mme LE SCORNET Sylvie*) ; Monsieur JENOUVRIER Stéphane,

Absent : Monsieur LESAGE Samuel, conseiller municipal

Secrétaire de séance : Monsieur LABBE René, adjoint.

Procès-verbal de la séance du 14 Mai 2018 : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

Avant de commencer l'étude des dossiers inscrits à l'ordre du jour, Monsieur le Maire rend hommage à Madame Arnould, ancien membre du Centre Communal d'Action Sociale, décédée le 30 mai dernier.

SCOLAIRE - PÉRISCOLAIRE

2018.046 – Vote des tarifs 2018/2019 de garderie et de restauration scolaire

Madame Marylène Dufaix, Adjointe aux affaires scolaires, rappelle que dans le cadre des préparatifs de rentrée, il est proposé à l'assemblée de fixer les tarifs des services périscolaires pour l'année 2018-2019. Elle rappelle les tarifs appliqués pour l'année 2017-2018.

RESTAURANT SCOLAIRE

Catégorie	Prix unitaire	Prix réduit à partir du 3è enfant
Ticket maternelle et primaire	3.40 €	3.00 €
Repas servi au SIAJE	3.40 €	3.00 €
Repas instituteurs - professeurs des écoles	5.45 €	

GARDERIE MUNICIPALE :

Tranches horaires	Tarif	Tarif réduit à partir du 3è enfant
Matin (7h15 – 9h00)	1.21 €	0.91 €
Après-midi (16h30- 18h00)	1.47 €	1.11 €
Soir (18h00-19h00)	1.01 €	0.60 €

PÉNALITÉS :

Cas particuliers	Pénalité
Récupération tardive de l'enfant en garde (garderie du soir – récupération après 19h00)	15 €

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 Pour 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, **DÉCIDE** de ne pas revaloriser les tarifs de la garderie et la restauration scolaire pour la rentrée scolaire 2018/2019. La tarification appliquée sera celle mentionnée ci-dessus.

MEDIATHEQUE

2018.047 – Entreprise ETPO (Lot 3 - Gros œuvre) – Avenant n° 3 – Prolongation de la location de la base de vie (bungalow de chantier)

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint aux travaux, présente l'avenant n° 3 proposé par l'entreprise ETPO (sise 3 impasse de l'Armée Patton BP 43 35120 Dol-de-Bretagne).

L'avenant concerne la prolongation de la location de la base de vie (bungalow de chantier), soit une période de 4 mois correspondant à l'opération de désamiantage complémentaire (4 mois x 559 € HT = 2 236,00 € HT).

Incidence sur le prix du marché :	Montant initial	140 500.00 € HT
	Avenant 1	sans incidence financière
	Avenant 2	1 352.78 € HT (délib.du 6.11.2017)
	Avenant 3	2 236.00 € HT
	Montant nouveau	144 088.78 € HT

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR 0 Contre 2 Abstentions

Le Conseil Municipal

- **ACCEPTE** l'avenant n°3 de plus-value présenté par l'entreprise ETPO (Lot 3 – GROS ŒUVRE) d'un montant de 2 236,00 euros HT, tel que détaillé ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

Observation : Il est relevé que le présent avenant a été engendré par un retard de chantier imputable au désamiantage complémentaire (amiante sur revêtement de sol enfoui non détectée lors de l'étude initiale). Il aurait pu être concevable que les frais générés par ce retard soient pris en charge par le bureau du diagnostiqueur et non par la commune.

Monsieur le Maire rappelle que la commune s'emploie autant que possible à limiter la passation d'avenants. Toutefois, aucun chantier n'est jamais totalement exempt d'imprévus ou de demandes de modification, qu'il s'agisse de constructions de bâtiments ou d'aménagements urbains.

2018.048 – Entreprise LAIZE – Lot n° 17 (Revêtements de sols souples) – Avenant n° 2

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint aux travaux, présente l'avenant n° 2 proposé par l'entreprise LAIZE (sise ZA du Coudrais 35133 Romagné).

L'avenant concerne des travaux modificatifs et complémentaires au niveau de la trémie de l'escalier, à savoir :

Trémie escalier (fourniture et pose d'une cornière en PVC) pour un montant de 538.90 € + ragréage fond de trémie ascenseur (non prévu) et habillage bas de poteau avec flotex pour un montant de 301.00 € HT – soit un montant total d'avenant n° 2 = 839.90 € HT.

NB : Il était prévu à l'origine que les piliers centraux soient habillés d'un « meuble pochothèque » à concevoir sur mesure. Or, pour garder une bonne circulation dans cet espace, la commune a renoncé à cette option, d'où le besoin d'un complément de sol.

Incidence sur le prix du marché :	Montant initial	15 725.71 € HT
	Avenant 1	1 365.10 € HT (délib. 5.2.2018)
	Avenant 2	839.90 € HT
	Montant nouveau	17 930.71 € HT

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR 0 Contre 2 Abstentions

Le Conseil Municipal

- **ACCEPTE** l'avenant n°2 présenté par l'entreprise LAIZE d'un montant de 839,90 € HT, tel que détaillé ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

SAINT-MALO AGGLOMERATION

2018.049 – Notification d'attribution du fonds de concours pour le projet d'aménagement de la « Rue de la Gare » (Pacte financier)

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°2-2016 du 15 décembre 2016, le conseil communautaire de Saint-Malo Agglomération a adopté le Pacte Financier et Fiscal entre les communes et l'agglomération pour la période 2017-2020.

Ensuite, par délibération n°17-2017 du 30 novembre 2017, le conseil communautaire a entériné une modification du règlement du fonds de concours portant notamment sur :

- . Le champ des projets éligibles,
- . Le montant total du fonds de concours fixé à 45 000 € par commune,
- . L'éligibilité au dispositif : 2 projets pour chaque commune
- . Les modalités de versement : un montant de 50 % du fonds de concours est versé à la notification et le versement du solde à la fin du projet.

La commune de Saint-Méloir des Ondes a présenté à ce financement le projet d'aménagement de la « Rue de la Gare » reliant le centre bourg et la RD76.

Ces travaux s'inscrivent dans la continuité du projet urbain global, axé sur la sécurité et l'accessibilité permettant :

- Une meilleure lisibilité des lieux pour tous les usagers (piétons, personnes handicapées, automobilistes,...)
- Une mise en accessibilité et sécurité pour tous les déplacements, compte tenu de la présence à proximité des écoles, du complexe sportif et de nouveaux lotissements d'habitations,
- L'intégration d'un maillage piéton cohérent entre le tissu bâti existant et les nouvelles zones d'urbanisation.

Vu l'article L5216-5 du CGCT, le versement du fonds de concours est subordonné à 3 conditions cumulatives remplies dans ce projet :

- *Le fonds de concours doit avoir pour projet de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement,*
- *Le montant total du fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours,*
- *Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du conseil communautaire et du conseil municipal de la commune.*

Le projet de Saint-Méloir des Ondes a été jugé éligible au dispositif, car répondant aux thématiques « travaux sur voies communales » et « aménagement de voies dédiées aux circulations douces ».

Le Conseil Communautaire, dans sa séance du 26 avril 2018, a donc approuvé les travaux d'aménagement de la Rue de la Gare, par le versement d'un fonds de concours à hauteur de 45 000 euros (*ceci dans le cadre du Pacte Financier et Fiscal 2017-2020*).

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

ACCEPTE la participation financière de 45 000 euros de Saint-Malo Agglomération pour les travaux d'aménagement de la « Rue de la Gare »,

APPROUVE les termes de la convention qui organise les rapports entre la commune et Saint-Malo Agglomération,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire, dont la convention d'application.

AFFAIRES GENERALES

2018.050 – Vente de tapis de tatami

Madame Soizick Hémon, adjointe, informe le conseil municipal que Monsieur Fran Hopper (président de l'association Aïkido) sollicite l'achat de 2 tapis de tatami précédemment utilisés dans la salle de bellevue et remisés depuis la mise en service du nouveau dojo de la Vallée Verte.

Ces matériels étant propriété communale, l'avis de l'assemblée est donc sollicité sur le sujet.

La commission « *Vivre à St-Méloir des Ondes* », réunie le 31 mai dernier, propose de vendre le tapis de tatami à 50% de son prix d'achat en neuf, soit 40 € l'unité.

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

ACCEPTE de vendre à Monsieur Fran Hopper 2 tapis de tatami au prix total de 80 euros.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les documents afférents à cette vente.

Observation : De façon générale, et dans la perspective d'autres sollicitations d'achat, la commune va réfléchir à l'usage qu'elle entend faire du stock de tapis restant, entreposé à la salle de Bellevue.

2018.051 – CDG35 - Expérimentation de la Médiation Préalable Obligatoire (MPO) Projet d'adhésion de la Commune

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

L'article 5 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21ème siècle prévoit qu'à titre expérimental et pour une durée de quatre ans maximum à compter de la promulgation de la loi, les recours contentieux formés en matière de fonction publique peuvent être soumis à une médiation préalable obligatoire, et ce jusqu'au 18 novembre 2020 (à ce jour).

La médiation préalable obligatoire vise à parvenir à une solution amiable entre les parties, les employeurs et les agents, grâce à l'intervention d'un tiers neutre, le médiateur du Centre de Gestion.

C'est un mode de résolution de litiges plus rapide et moins onéreux qu'une procédure contentieuse.

Ainsi, en qualité de tiers de confiance, les Centres de Gestion peuvent intervenir comme médiateurs dans les litiges opposant des agents publics à leur employeur. Le décret n° 2018-101 du 16 février 2018 et l'arrêté du 2 mars 2018 organisent la mise en œuvre de cette expérimentation.

Ainsi, relèvent de la MPO (**M**édiation **P**réalable **O**bligatoire), sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, les litiges relatifs aux décisions suivantes :

- 1° - Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés au premier alinéa de l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ;
- 2° - Refus de détachement, de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés prévus pour les agents contractuels aux articles 20, 22,23 et 33-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé et 15, 17, 18 et 35-2 du décret du 15 février 1988 susvisé ;
- 3° - Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2° du présent article ;
- 4° - Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps obtenu par promotion interne ;
- 5° - Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- 6° - Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application de l'article 6 sexies de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ;
- 7° - Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les articles 1^{er} des décrets du 30 novembre 1984 et du 30 septembre 1985 susvisés.

Le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine propose aux collectivités et établissements publics qui le souhaitent, d'adhérer à l'expérimentation de la MPO sur la base de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, au titre du conseil juridique.

Chaque collectivité pourra, en cas de besoin, bénéficier de cette mission, mais uniquement si elle y adhère au plus tard le 31 août 2018, suite à délibération.

L'assemblée délibérante est invitée à se prononcer sur l'adhésion de la collectivité à l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire, eu égard aux avantages que pourrait présenter cette nouvelle procédure pour la collectivité, si un litige naissait entre un agent et la collectivité sur les thèmes concernés par l'expérimentation.

La collectivité garde la possibilité de refuser la médiation à chaque sollicitation éventuelle.

VU le Code de Justice administrative

VU la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires

VU La Loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 25,

Vu la Loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle

Vu le Décret n° 2018-101 du 16 février 2018 portant expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux,

Vu l'arrêté du 2 mars 2018 relatif à l'expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique territoriale,

VU les délibérations n° 14-47 du 8 juillet 2014 autorisant le Président du Centre de Gestion à signer la présente convention et n°17-74 et n°17-85 en date du 30 novembre 2017 instituant la médiation préalable obligatoire à titre expérimental ainsi que les conditions financières,

Considérant l'intérêt pour la collectivité d'adhérer au dispositif au regard de l'objet et des modalités proposées,

Entendu cet exposé,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR

0 CONTRE

0 Abstention

- **DÉCIDE** d'adhérer à la procédure de médiation préalable obligatoire pour les litiges concernés, pendant la durée de cette expérimentation,
- **APPROUVE** la convention d'expérimentation à conclure avec le CDG35, qui concernera les litiges portant sur des décisions nées à compter du 1^{er} avril 2018, sous réserve d'une adhésion de la collectivité au principe de médiation préalable obligatoire, et sous condition d'une saisine du médiateur dans le délai de recours contentieux,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention qui sera transmise par le CDG5 pour information au Tribunal Administratif de Rennes et à la Cour d'Administrative de Nantes au plus tard le 31 août 2018, ainsi que toutes les pièces et documents nécessaires à la mise en œuvre de cette expérimentation.

INFORMATIONS

Séance close à 20 h 25

Le Maire,
René BERNARD



Le Secrétaire de séance,
René LABBÉ